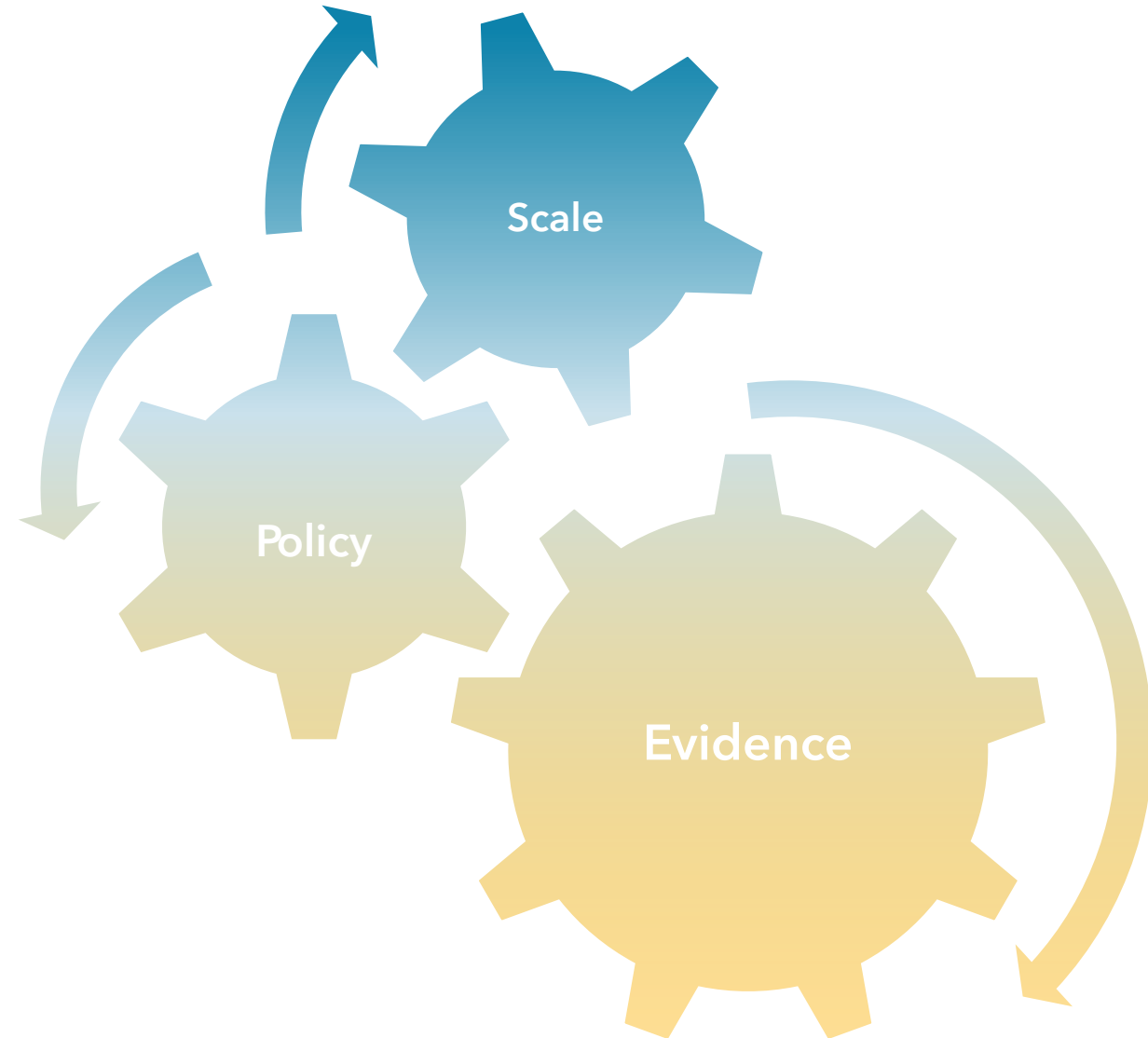


# Impact Evaluation Collaborative

Moving Economic  
Inclusion to Scale

## IE WORKSHOP





# Opportunités et défis dans la mise à l'échelle des programmes d'inclusion économique

Cameroun : Projet de filets sociaux adaptatifs et d'inclusion économique (P175363)

# Membres de la délégation

## ***Représentants du gouvernement :***

1. **Jean Tchoffo** - Secrétaire général, MINEPAT
2. **Michelin Njoh** - Coordinateur, Projet Filets Sociaux (PFS)
3. **Francis Batomen** - Spécialiste en S&E, Projet Filets Sociaux (PFS)
4. **Todou Bouba** - Spécialiste des travaux publics, Projet Filets Sociaux (PFS)

## ***Chercheurs :***

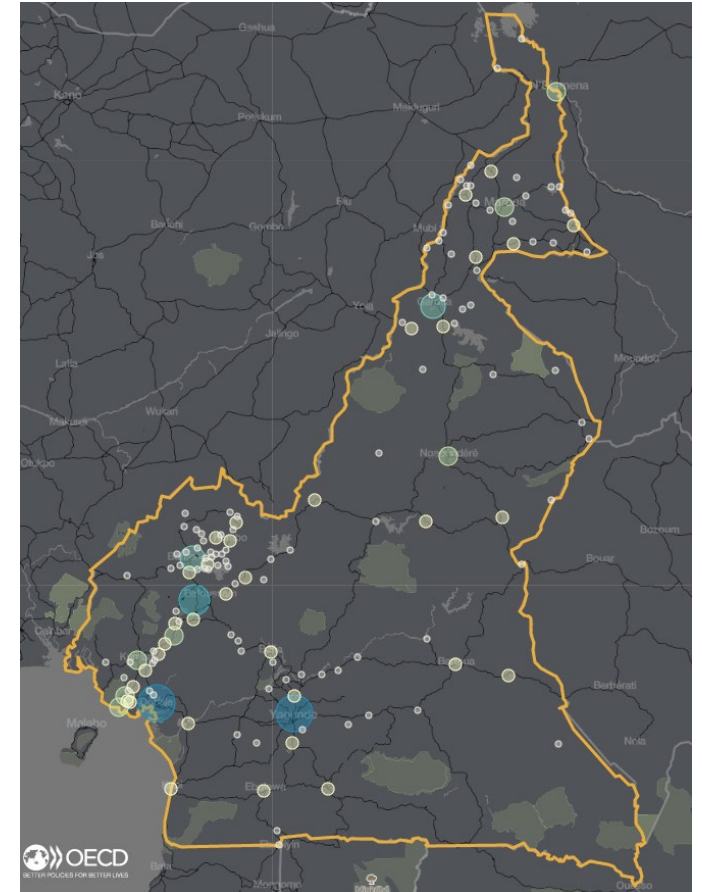
5. **Guytaine Nouwoue** - Candidate au doctorat, Université d'Exeter
6. **Clara Delavallade** - Économiste senior, Laboratoire d'innovation sur le genre (GIL) en Afrique

## ***Point focal de la BM :***

7. **Ioana Botea** - Économiste, SPJ Afrique de l'Ouest

# Historique et contexte

- L'intervention de l'IE vise à apporter une solution immédiate au **problème** persistant du **sous-emploi** au Cameroun. Le sous-emploi (principalement le travail faiblement rémunéré dans le secteur informel) est **particulièrement aigu chez les jeunes Camerounais** (57% de la population active), qui ont tendance à avoir les formes d'emploi les plus précaires et les moins productives. Les jeunes femmes sont doublement désavantagées.
- La pauvreté a traditionnellement été un phénomène essentiellement rural. Cependant, la progression rapide de l'urbanisation met en évidence les **besoins (croissants) des citoyens pauvres** - 56% des Camerounais vivent dans des zones urbaines contre 44% en 2000 ; l'ONU prévoit un taux d'urbanisation de 70% d'ici 2050.
- Le Cameroun est également touché par les **déplacements forcés**. Le conflit et la fragilité ont entraîné des déplacements massifs (428 349 réfugiés et 977 000 personnes déplacées) ; la plupart des agglomérations urbaines coïncident avec les zones accueillant le plus grand nombre de personnes déplacées et de réfugiés (voir carte).

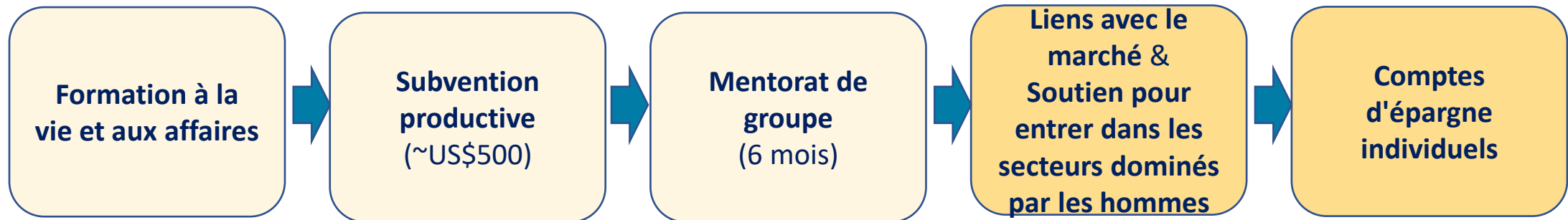


Les cercles représentent la taille de la population urbaine : plus la couleur est grande et foncée, plus le nombre de personnes vivant dans les zones urbaines est élevé (OCDE Africapolis).

# Innovations du projet

L'intervention ***Inclusion socio-économique des jeunes*** (45 millions de dollars) vise à aider les jeunes vulnérables (âgés de 18 à 35 ans) à démarrer ou à développer des activités indépendantes, à augmenter leur productivité et à renforcer leur résilience économique. Elle cible 65 000 jeunes, y compris les personnes déplacées, qui ne travaillent pas ou qui sont des *entrepreneurs de subsistance* (c'est-à-dire indépendants en raison du manque d'autres opportunités ou de compétences) dans les 10 capitales régionales, y compris Yaoundé et Douala.

L'intervention en faveur de l'inclusion économique fournira un ensemble de mesures comprenant :

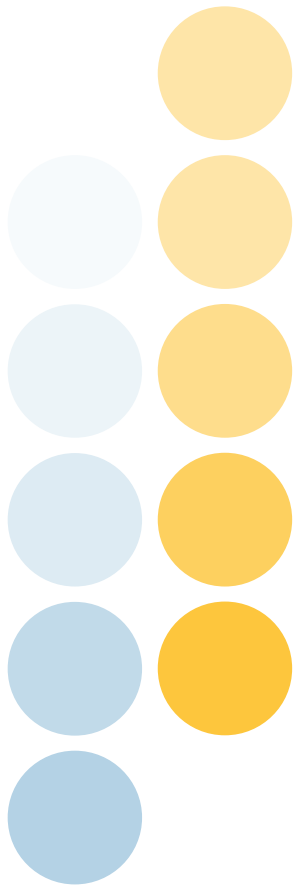


# Mise à l'échelle/extensibilité

La question primordiale est de **savoir si les interventions groupées d'inclusion économique peuvent être mises à l'échelle de manière efficace dans les contextes urbains** et, en tant que telles, si elles peuvent aider à relever le défi du sous-emploi des jeunes.

Trois questions plus spécifiques permettraient d'éclairer la mise en œuvre et l'extensibilité :

1. Il serait utile de vérifier si **la facilitation des liens avec le marché** (par exemple, par le biais d'informations sur la rentabilité du secteur, les mentors, l'intégration de la chaîne de valeur) améliore la productivité et la durabilité de leurs activités génératrices de revenus.
2. L'expérimentation autour de la composante épargne (par exemple, les groupes d'épargne informels par rapport aux comptes d'épargne numériques individuels) pourrait générer des preuves sur le **rôle des groupes et les modalités de livraison**. Ces deux domaines permettraient également de répondre aux questions politiques concernant la réduction des écarts entre les sexes et l'autonomisation des femmes.
3. **Une analyse coûts-avantages** détaillée permettrait de déterminer si l'intervention est rentable et d'informer les modalités de mise en œuvre (par exemple, conserver le modèle hybride ONG-gouvernement ou passer à une mise en œuvre entièrement gouvernementale) dans le cadre d'une éventuelle extension.



**Francis Batomen**  
fbatomen@yahoo.fr

# Thank you!



## PARTENAIRES DE FINANCEMENT PEI



Implemented by

